

La demande intérieure soutient la croissance

Les Synthèses de CEROM

Après une année 2010 particulièrement favorable, l'économie calédonienne reste bien orientée en 2011. La croissance réelle s'établit à 3,2%, un niveau proche de la moyenne des dix dernières années. Le PIB par habitant gagne 1,3% pour atteindre 3,3 millions de FCFP.

Freinée par un environnement international et local moins favorable, l'activité de la branche Mines/Metallurgie est en retrait en 2011 après une excellente année 2010. Néanmoins, elle contribue à entraîner la demande intérieure qui se révèle extrêmement vigoureuse, en particulier sur la zone VKP (Voh - Koné - Pouembout).

La consommation et l'investissement ont ainsi été de puissants moteurs économiques en 2011. La consommation des ménages s'accélère nettement (+4,6% en volume après +2,7% en 2010), stimulée par un marché du travail très dynamique. En effet, l'emploi salarié s'accroît de 3,1% sur l'année et le nombre de demandeurs d'emplois recule nettement (-6%). L'investissement productif n'est pas en reste de ce mouvement. Les entreprises ont ainsi poursuivi leur effort d'investissement (+6,4% en volume), après une année 2010 déjà hors normes en la matière.

Pour répondre à cette demande, les entreprises ont intensifié leur activité. La valeur ajoutée des branches hors nickel a progressé de 4,3%, soit la plus forte croissance depuis 2008. La quasi-totalité des secteurs économiques ont profité de cet essor.

Seule ombre à ce panorama positif, le secteur du nickel marque le pas. Les ventes de nickel n'ont certes pas été pénalisées par le cours du nickel en FCFP, remarquablement stable en 2011 par rapport à 2010, en raison de la baisse du cours du dollar par rapport au franc CFP. En revanche, les conditions climatiques ont eu des effets néfastes sur l'extraction minière. Par ailleurs, la production par Vale Nouvelle-Calédonie du NHC (Nickel Hydroxide Cake) pour la première fois en année complète est restée insuffisante pour dégager une valeur ajoutée significative.

Les exportations ont néanmoins de nouveau enregistré une forte progression (+9,5% en volume), grâce à la hausse des ventes de NHC et à la bonne orientation du tourisme.

Produit Intérieur Brut

	2008	2009e	2010e	2011e
PIB (milliards de F.CFP)	735,7	748,2	823,4	847,8
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,0	3,0	3,3	3,3

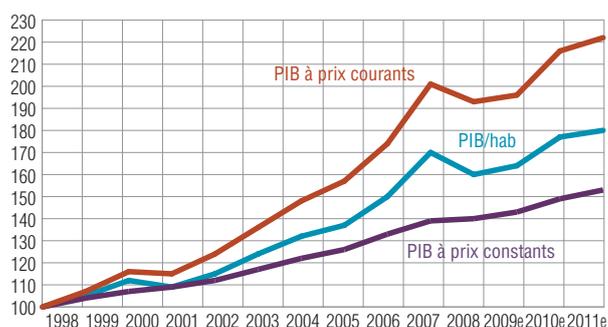
e : estimation

Croissance réelle

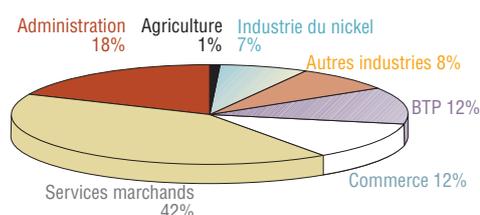
	Moyenne annuelle 1998/2008	2009e	2010e	2011e
PIB	3,4	2,6	3,8	3,2
Consommation finale*	3,6	2,6	2,4	3,8
Investissement	12,2	-12,8	31,1	5,6
Importations	7,3	-14,9	29,3	7,8
Exportations	0,1	3,9	9,0	9,5

* consommation des ménages + consommation des administrations

Évolution du PIB (base 100 en 1998)



Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2011



Parallèlement, la demande intérieure a également soutenu les importations qui enregistrent une nouvelle forte croissance (+7,8% en volume). L'arrivée des derniers modules de construction pour l'usine du Nord maintient à haut niveau les importations de biens d'équipement. La facture énergétique s'alourdit. Au total, le déficit de la balance commerciale continue de se creuser, atteignant 170,3 milliards de francs CFP, soit 3,6 milliards de plus qu'en 2010.

AVERTISSEMENT

Ce document est la sixième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2008 projetés en fonction des données disponibles pour les années suivantes jusqu'en 2011. Il ne s'agit pas d'un compte définitif et ces résultats sont donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

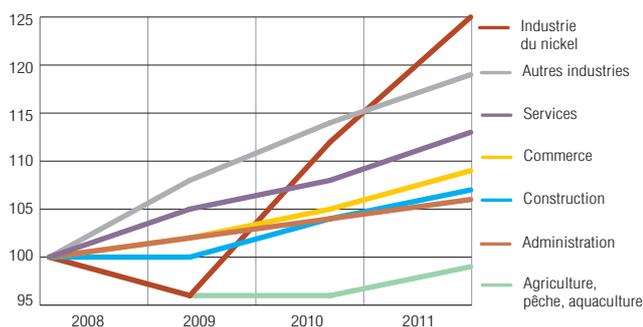


Une consommation des ménages robuste

La consommation des ménages, qui représente à elle seule 64% du PIB, s'est révélée le principal moteur de la croissance en 2011. Elle a nettement accéléré (+4,6% après +2,7% en 2010) malgré une inflation assez soutenue. Celle-ci a subi les effets d'une forte hausse des cours des matières premières, notamment du pétrole, mais également d'une envolée de certains prix locaux, consécutivement aux intempéries de début d'année. En outre, les prix ont été affectés par une inflation importée due à la dépréciation du FCFP par rapport aux dollars australien et néo-zélandais. Dans ce contexte, les prix à la consommation ont augmenté de 2,4% en moyenne annuelle.

Pour autant, la consommation des ménages a très bien résisté, stimulée par la vigueur de l'emploi. En 2011, près de 2 700 emplois salariés ont été créés et on compte 1 100 personnes physiques supplémentaires inscrites au Ridet. En outre, le pouvoir d'achat des ménages a pu compter sur une nouvelle revalorisation du SMG fixé à 140 000 FCFP par mois à partir du 1er janvier 2011, soit +6% par rapport à 2010.

Evolution des effectifs salariés (base 100 en 2008)

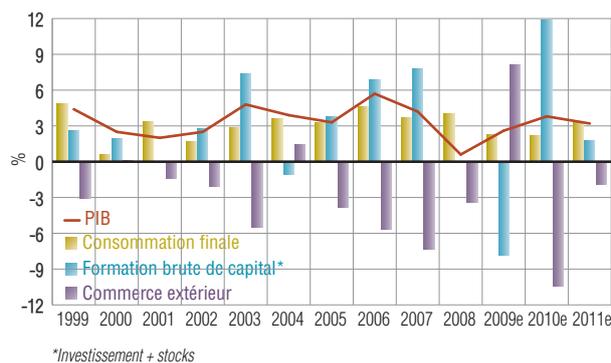


Dans ce contexte, les indicateurs traditionnels de la consommation des ménages sont bien orientés. Ainsi, le volume importé de produits alimentaires, qui représentent un cinquième du panier de consommation des ménages, augmente ; les encours de crédits à la consommation progressent. Seul bémol à ce panorama favorable, les immatriculations de véhicules neufs accusent une légère baisse.

Les entreprises continuent d'investir

L'investissement a également soutenu la croissance en 2011. Il progresse encore de 5,6%, performance remarquable après une année 2010 exceptionnelle (+31%). L'investissement des ménages et du secteur public est certes bien orienté (respectivement +2,3% et +2,7%), mais l'essentiel de l'effort d'investissement est à mettre au crédit des entreprises (+6,4%).

Contributions à la croissance



*Investissement + stocks

Après une année 2010 hors normes, au cours de laquelle l'investissement était concentré autour de la construction de l'usine du Nord, le mouvement est général en 2011. D'une part, KNS a maintenu un niveau similaire d'investissement avec l'arrivée d'autres modules de l'usine. D'autre part, les entreprises ont intensifié leur effort d'investissement comme en témoignent les importations de matériels d'équipement (+9,9% hors importations de KNS contre -0,7% en 2010) et de services aux entreprises (+30,9%). En outre, le dynamisme de la création d'entreprises dans les secteurs structurellement liés à l'investissement tels que la construction et les services aux entreprises, atteste de ce mouvement favorable. Au total, le taux d'investissement¹ des entreprises reste élevé à 38,8%.

L'investissement des ménages, constitué de leur achat de logement, repart à la hausse après une année en demi-teinte. Les attestations de conformité délivrées par le COTSUEL² corroborent ce rebond avec cependant des disparités géographiques. La demande de logements augmente de plus de 60% en Province Nord, principalement sur la zone VKP, alors qu'elle diminue en Province Sud. Les encours de crédit à l'habitat progressent de 8,4%. L'investissement public demeure quant à lui bien orienté, les grands projets d'aménagement garantissant un socle à l'activité de construction.

L'activité des entreprises dynamisée par la demande

Le système productif a répondu à cette demande vigoureuse par un surcroît d'activité. Celui-ci a concerné la quasi-totalité des secteurs économiques. Cet environnement favorable s'est aussi traduit par de nombreuses créations d'entreprises : 5 100 unités productives se sont créées en 2011, performance inédite.

Les services principalement marchands, qui représentent 41% de la valeur ajoutée en 2011, ont fait preuve d'un remarquable dynamisme. Ils ont bénéficié d'une demande forte, à la fois en provenance du marché intérieur mais également grâce au rebond de l'activité touristique.

1 Investissement rapporté à la valeur ajoutée

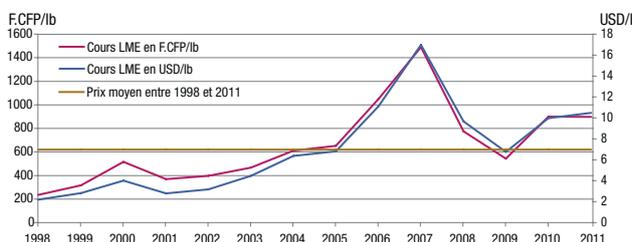
2 COTSUEL : Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité

La demande des ménages a notamment stimulé les services immobiliers et la santé. Les services aux entreprises ont également enregistré une activité soutenue, en particulier dans le cadre des nombreux contrats de sous-traitance de KNS et Vale NC. L'activité de services a par ailleurs profité de l'embellie du tourisme. On dénombre 13 500 touristes de plus en 2011 qu'en 2010, dont une partie attribuable aux Jeux du Pacifique. Ce regain d'attractivité a stimulé l'hôtellerie qui enregistre une hausse de 24% des nuitées. Au total, ce contexte très favorable a permis la création de 1 300 emplois dans les services marchands en 2011.

En ligne avec une consommation des ménages très vigoureuse, le commerce s'est révélé dynamique. L'activité commerciale a ainsi accéléré par rapport à 2010, dépassant le rythme de progression moyen de ces dix dernières années.

Le secteur du BTP est resté bien orienté sur cet exercice. Il a pu compter à la fois sur le soutien de la commande publique (infrastructures pour les Jeux du Pacifique, extension de la zone VKP, terrassement du médipôle de Koutio) et sur le dynamisme de l'investissement privé (poursuite des travaux sur l'usine du Nord, construction de locaux professionnels et de logements). L'activité de la construction a néanmoins été obérée par d'importantes hausses des coûts. Ainsi, le BT21 a augmenté de 5,6% en 2011.

Évolution annuelle des cours du nickel au LME



Un environnement moins favorable à la branche nickel

Le marché mondial du nickel est relativement stable en 2011. La demande mondiale continue de s'accroître (+6%), tirée par les pays asiatiques producteurs d'aciers inoxydables. Parallèlement, l'offre internationale de nickel augmente également (+10%), avec la mise sur le marché de quantités élevées de « Pig Iron » chinois. Ainsi, après quatre années de fortes variations, le cours annuel moyen du nickel au LME évolue modérément. Il augmente de 5% en moyenne annuelle pour s'établir à 10,4 US\$/lb.

Dans ce contexte, le secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie connaît une année mitigée. D'une part, les entreprises doivent faire face à un nouveau renchérissement des hydrocarbures, qui augmente leurs coûts de production et pénalise leur résultat.

D'autre part, après une excellente année 2010, la pluviométrie joue en défaveur de l'exploitation minière. Ainsi, l'ensemble des mineurs maintiennent ou diminuent leur production, à l'exception de Vale NC qui doit alimenter son usine hydro métallurgique, entrée en activité fin 2010. Au global, la production de minerai brut baisse légèrement en volume (-2,0%), mais moins que les exportations (-4,3%).

L'entrée en production du nouvel opérateur métallurgique a par ailleurs dynamisé les ventes de métal de nickel (+10,8%). Paradoxalement, la valeur ajoutée globale du secteur régresse en valeur après les bonnes performances de 2009 et 2010. En effet, Vale NC étant en phase initiale de production, ses recettes ne sont pas encore en mesure de couvrir ses coûts fixes. Ces difficultés devraient se résorber lorsque la société atteindra un niveau de production correspondant à son seuil de rentabilité. La SLN a quant à elle maintenu une activité comparable à celle de 2010.

Un déficit commercial encore important

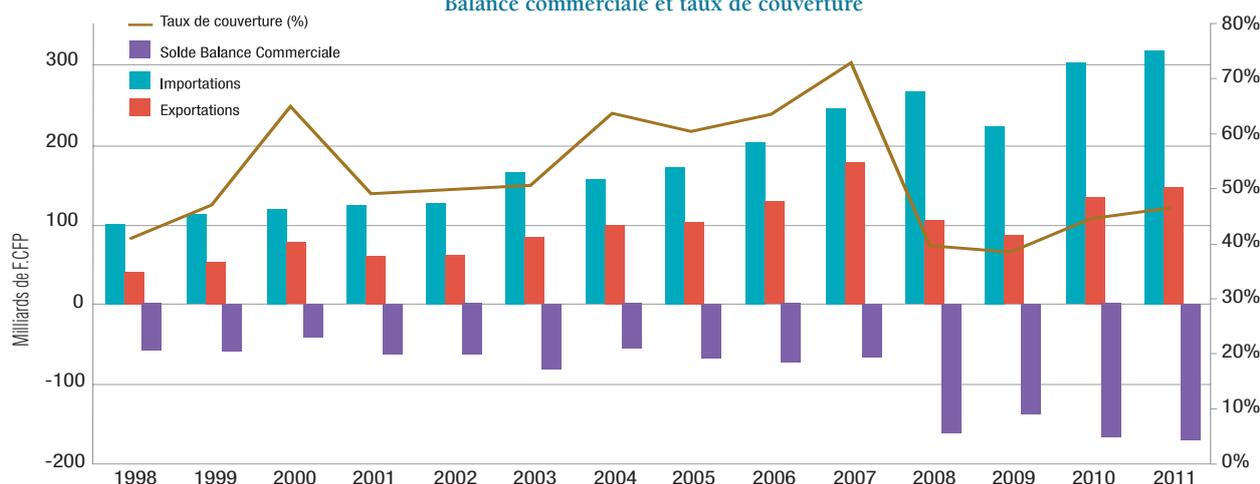
Ces nouvelles ventes de nickel contribuent à l'accélération des exportations. Ainsi, les biens exportés progressent de 10% en 2011 pour atteindre 146,5 milliards de F.CFP. L'arrivée sur le marché du NHC (Nickel Hydroxide Cake) produit par Vale NC fait décoller les ventes de métal de nickel en volume (+10,8%). Les exportations des produits de l'agriculture et de la pêche augmentent également, après une année 2010 décevante.

De leur côté, les importations de biens affichent une progression de 5,4% après une année 2010 déjà exceptionnelle. D'une part, l'arrivée des derniers modules de construction de l'usine du Nord a maintenu le haut niveau d'importations de matériels d'équipement. D'autre part, la facture énergétique s'est nettement alourdie en raison du nouveau renchérissement des hydrocarbures. Par ailleurs, les importations de produits alimentaires augmentent de 10% sous l'impulsion de la demande et de la hausse du cours des matières premières.

La branche Nickel concerne uniquement les résultats des entreprises d'extraction de minerai et de production de métal de nickel. Ainsi les performances moyennes de ce secteur décrites ici ne tiennent pas compte de tous les effets indirects et induits qu'il a sur l'économie calédonienne : emploi salarié, sous-traitance...

En phase de construction de leurs usines, les deux nouveaux métallurgistes Vale NC et KNS sont classés dans la branche BTP (production, valeur ajoutée, effectifs salariés). En 2011, Vale NC produit du nickel pour la première fois en année complète, et est reclassé en métallurgie du nickel.

Balance commerciale et taux de couverture



Enfin, le taux de couverture gagne 2 points pour atteindre 46,2%, tandis que le déficit de la balance commerciale se creuse encore, dépassant le niveau record de 2010. Il atteint 170 milliards de F.CFP en 2011.

Néanmoins, le niveau d'importations devrait reculer à partir de 2012 avec la fin du chantier de l'usine du Nord.

Parallèlement à la balance commerciale, le solde extérieur (incluant biens et services) ne s'est pas réduit en 2011. Les exportations de services sont certes bien orientées (+8%), en particulier grâce au tourisme : ainsi les services d'hôtellerie et de restauration progressent de 15%. Mais, la demande du secteur productif en services importés s'est également beaucoup accrue (+24%).

CEROM

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Les premiers travaux ont été menés sur l'économie guadeloupéenne, dès 2002. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

Le projet est bâti à partir de trois objectifs centraux :

- ▶ la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact) ;
- ▶ l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'INSEE ou les instituts de statistiques, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) dès le milieu de l'année (n+1) ;
- ▶ la mise en place d'indicateurs synthétiques conjoncturels offrant des éléments précoces d'appréciation de la conjoncture ; ces travaux sont conduits par l'IEDOM-IEOM.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur, et grâce à un certain nombre de données connues dont :

- ▶ l'activité du nickel (production, exportations, prix) ;
- ▶ les résultats du commerce extérieur ;
- ▶ le nombre de salariés et le montant des salaires versés (estimés) par branche ;
- ▶ l'Indice des Prix à la Consommation détaillé ;
- ▶ certaines données relatives aux ménages.

Les publications de CEROM

- ◆ Études thématiques :
 - Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2012)
 - Emplois touristiques 2011 à La Réunion (2012)
 - Les entreprises en Nouvelle-Calédonie (2011)
 - Les entreprises à La Réunion : 2000 – 2008 (2011)
 - Guyane - Amapa : Mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges (2011)
 - Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation (2010)
 - Le secteur de l'environnement à La Réunion (2009)
 - Les défis de la croissance calédonienne (2008)
 - L'économie de Wallis et Futuna en 2005 : une économie traditionnelle et administrée (2008)
- ◆ Publications périodiques :
 - Tableaux de bord trimestriels : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française
 - Comptes rapides annuels : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Nouvelle-Calédonie.

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.org

www.isee.nc

www.ieom.fr

www.afd.fr

"Bilan économique et social 2011" - ISEE

"La Nouvelle-Calédonie en 2011", rapport annuel de l'IEOM